

Langue et évolution sociale

Alfa I. Sow et Mohamed H. Abdulaziz

Cette période est caractérisée par le renforcement général du colonialisme et du racisme traditionnels, assortis de politiques linguistiques et culturelles lourdes de conséquences; la lutte des peuples africains pour l'autodétermination et l'indépendance; l'apparition d'un néocolonialisme qui a modifié la situation linguistique et culturelle; et par une prise de conscience des Africains en ce qui concerne la préservation et le développement de leurs cultures et de leurs langues nationales. On peut la subdiviser en trois parties: de 1935 à 1960, les langues africaines affrontent les périls de l'assimilation; de 1960 à 1982 s'esquisse une nouvelle politique linguistique et culturelle; après 1982, se dessinent les grandes échéances de l'an 2000.

Les langues africaines face aux périls de l'assimilation: 1935-1960

Chaque puissance coloniale, agissant selon son tempérament propre et ses options, ses intérêts du moment et son aptitude à impliquer un nombre plus ou moins important de ses cadres moyens dans la gestion de son empire, pratiqua soit une politique d'assimilation pure et simple en matière de langue, d'éducation et de culture, soit une politique d'assimilation sélective et plus nuancée. Ainsi l'administration coloniale française, centralisatrice, voulut intégrer les Africains dans son système d'éducation qu'elle considé-

rait comme universel. La Grande-Bretagne, pragmatique, se démarqua plus nettement des « indigènes » et introduisit leurs langues dans les premières années de l'enseignement élémentaire, surtout pour certaines disciplines comme l'histoire et la géographie, la religion, l'histoire naturelle, etc. En réalité, une telle pratique servait de propédeutique à l'apprentissage de l'anglais.

L'assimilation comme aspiration d'une époque

Jusqu'à une période relativement récente, l'assimilation a été ardemment recherchée par les Africains eux-mêmes, qui ne l'ont rejetée que tardivement, après 1954.

Dans une étude intitulée « Cultures traditionnelles et transformations sociales », Amadou Hampaté Bâ écrit : « La colonisation européenne, en entrant en action, ne rencontra pas un instinct social de conservation farouche de la part des autochtones ; ceux-ci étaient déjà bien habitués à s'accommoder des conversions qui leur étaient imposées par les courants historiques. Ils ne semblaient plus être que des pantins suivant docilement, en moutons de Panurge¹. »

Mais cette colonisation s'organise et se consolide en Afrique alors que deux guerres mondiales, se suivant à vingt et un ans d'intervalle, de même que le triomphe de la révolution socialiste d'octobre 1917 et du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », le mouvement de libération des peuples colonisés, secouent le monde et ébranlent les empires coloniaux. Pendant que les grandes mutations sociopolitiques du XX^e siècle se trouvent déjà amorcées, l'Afrique en est à expérimenter de graves périls pour son identité culturelle. Les valeurs du passé, valeurs authentiques qui avaient fait leurs preuves, sont décriées, ridiculisées, humiliées devant les valeurs nouvelles des civilisations européennes. « Évolués » et « non-évolués », « assimilés » et « indigènes » s'affrontent et, pour beaucoup d'Africains, l'assimilation correspond à une revendication, un idéal moral sincèrement souhaité. Vivre comme le colon, s'habiller comme lui, manger et boire comme lui, parler et habiter comme lui, rire et se fâcher comme lui, avoir les mêmes références religieuses, morales et culturelles que lui, voilà les nouvelles aspirations du colonisé.

La colonisation comme épreuve du destin

Si des cadres et techniciens de la colonisation, en apprenant les « langues indigènes », espèrent avant tout comprendre les Africains et percer leurs secrets intimes, après la première guerre mondiale et les grands bouleversements socioculturels qu'elle entraîna, les Africains qui le peuvent envoient leurs enfants dans les métropoles coloniales, à l'école du Blanc, pour y étudier le savoir authentique qu'il destine à ses enfants, découvrir les raisons de sa puissance et de sa victoire, et vivre en bonne intelligence avec lui, « les choses étant ce qu'elles sont ».

1. UNESCO, 1974, p. 48.

Les littératures en langues africaines de cette période, qu'elles soient orales ou écrites en caractères arabes (littératures *ajami*), fourmillent d'exemples de cet état d'esprit.

La tendance à vouloir percer le secret de l'autre afin de ne pas se laisser abuser par lui se généralise et devient une préoccupation durable d'un côté comme de l'autre. Mais à peu d'exceptions près, les observateurs africains, complètement submergés et récupérés, finissent par se laisser transformer et intégrer.

Partout la colonisation européenne est acceptée comme une épreuve du destin. Parfois suscité par les administrateurs des colonies eux-mêmes, un courant assimilationniste fait son apparition dans les littératures, contribuant à démoraliser les Africains en leur demandant de collaborer loyalement avec les colonisateurs, de les aider dans leur effort de guerre aussi bien que dans les corvées et réquisitions, d'héberger et de nourrir leurs agents, de leur fournir la main-d'œuvre dont ils ont besoin pour percer les routes, poser des rails, jeter des ponts sur les rivières, en leur demandant aussi de payer les impôts et taxes qu'ils prélèvent sur la population. Ce courant défaitiste, souvent animé par de grandes notabilités, exalte l'ordre colonial, la sécurité qu'il a instaurée, les grandes découvertes et merveilles du « siècle des Blancs » comme l'automobile, l'aéroplane, la radio, le chemin de fer ou les routes carrossables.

Bien entendu, un contre-courant, minoritaire et généralement anonyme, se fait entendre au nom de la tradition ancestrale et des valeurs anciennes ; se voulant conscience des populations, il fustige le loyalisme et ses thuriféraires, et se fait le porte-parole des peuples colonisés dont il présente l'émancipation comme inéluctable, notamment après la victoire du Liban et de la Syrie et l'indépendance des peuples d'Indochine suivie de l'insurrection algérienne de 1954.

La littérature comme valeur refuge

Littératures orales en langues africaines et littératures *ajami* tournent en dérision « ceux qui singent le Blanc », de même que « ceux qui parlent sa langue sans la connaître », et maudissent « les femmes qui se dénudent sans pudeur et imitent le parler des tirailleurs pour racoler ». Témoins critiques des grands bouleversements en cours d'accomplissement, certaines élites culturelles en rendent compte dans leurs œuvres et mettent les sociétés africaines en garde contre la perte des valeurs essentielles et la dépersonnalisation qui en résulterait pour elles.

Le désarroi des élites de formation traditionnelle face aux périls graves de leur temps se trouve exprimé par leurs œuvres littéraires et artistiques, les proverbes, les cantilènes et chansons de leur création ou de leur inspiration. C'est ainsi que, décrivant en fulfulde « les misères de notre siècle », un poète musulman du Fouta-Djalon (Guinée), écrit :

*Le malheur paraît, les temps ont changé.
L'illicite se répand, le licite diminue.*

*La tradition disparaît, l'hérésie paraît.
 La pudeur se rétrécit, l'égoïsme abonde.
 La parenté se rompt, le plaisir, on le suit.
 La pitié s'éloigne, l'adultère se développe.
 Les fils adultérins abondent, la vérité est abandonnée.
 L'instruction diminue, l'hypocrisie abonde.
 La fortune abonde, les discordes abondent.
 Le vol abonde, le pillage abonde.
 Les mensonges abondent, Satan a triomphé!
 Leur cœur, plus que venin, est mauvais.
 Leur souci n'est autre que d'amasser fortune,
 D'amasser femmes et bijoux.
 Ils ont choisi ce monde et laissé l'autre.
 Négateurs et ignorants se multiplient.
 Divergences et péchés se multiplient.
 S'enfuir s'impose.
 Il n'y a pas où fuir, il n'y a pas où rester!
 Le monde étreint comme il est vaste².*

Les peuples africains se retrouvent ainsi dans leurs langues et leurs littératures qui continuent à maintenir des liens intimes et indissolubles avec le passé perdu et les générations disparues, véhiculant toujours l'éthique ancestrale et constituant des valeurs refuges particulièrement précieuses. Cependant, même ces valeurs se trouvent concernées par les mutations en cours.

Enrichissement lexical et langues véhiculaires

Au contact de l'islam et des commerçants arabes et orientaux, notamment iraniens, aussi bien qu'au contact des langues européennes et du christianisme, les langues africaines, sans exception aucune, enrichirent considérablement leur lexique et tout un vocabulaire religieux, technique, scientifique et culturel porte encore témoignage de l'évolution économique et sociale intervenue pendant ces vingt-cinq ans.

Des langues euro-africaines, comme les créoles et les pidgins, firent leur apparition, se développèrent et devinrent d'authentiques langues négro-africaines dans certains pays et villes du littoral atlantique: Cap-Vert, Guinée-Bissau, Gambie, Sierra Leone et Cameroun. Les créoles gambien et camerounais et le *krio* de Sierra Leone empruntent beaucoup à l'anglais alors que le *crioulo* du Cap-Vert et de la Guinée-Bissau a fait ses emprunts au portugais. Là où elles existent, ces langues, pour ce qui est de leurs caractéristiques fondamentales (phonologie, syntaxe, sémantique) sont africaines même si leur lexique, expression d'un certain rapport de forces, emprunte beaucoup aux langues européennes. Dans certains pays, l'île Maurice par exemple, le créole constitue le moyen de communication linguistique le plus répandu et le plus populaire.

2. A. I. Sow (dir. publ.), 1966, p. 136.

Encouragés par les puissances coloniales, le kiswahili, le lingala, le bambara, le hawsa connurent une expansion remarquable en tant que langues véhiculaires interethniques couramment utilisées dans les armées et forces publiques des administrations coloniales allemande, anglaise, belge ou française.

Parmi les techniciens et grands cadres coloniaux, des spécialistes se font entendre dès la fin des années 20, qui signalent les dangers de l'assimilation, plaident pour des recherches sérieuses sur l'Afrique et ses habitants et réclament l'étude approfondie des langues et cultures africaines.

Une évolution bien gérée

Aussi, dès juin 1926, la réunion constitutive de l'Institut international des langues et civilisations africaines se tient-elle à Londres avec des délégués d'Afrique du Sud, d'Allemagne, de Belgique, d'Égypte, des États-Unis d'Amérique, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et de Suède. La nouvelle institution se définit comme organisme d'*information* (qui recueille et diffuse « les renseignements de toute nature sur les langues, civilisations et problèmes particuliers » de l'Afrique) et *bureau de liaison* entre les spécialistes de ces questions. Elle veut « unir la science aux expériences pratiques en indiquant comment les découvertes de la première peuvent être utilisées pour l'administration, l'éducation, l'hygiène, le bien-être, l'évolution des Africains³ ».

Ainsi naquit un certain africanisme au service de la colonisation et par la suite responsable du regard ethnographique porté sur les Africains, leurs sociétés et leurs cultures.

L'Institut, qui deviendra l'Institut africain international, plus connu sous son sigle IAI, publie une revue trimestrielle, *Africa*, dont le premier numéro paraît en janvier 1928, ainsi que des « monographies et des documents africains » comportant des « textes, écrits dans leurs idiomes, sur la religion, les coutumes, les mythes, les légendes, les traditions historiques et autres, les institutions sociales ». Il publie également des « contes, proverbes, énigmes », le tout étant « traduit dans une langue européenne ».

Dès sa création, l'Institut s'attacha à écrire les langues africaines en caractères latins et à élaborer un *alphabet de référence*, l'« alphabet africain international » — encore appelé « alphabet de l'IAI » — qui devait servir de base à l'écriture d'une soixantaine de langues africaines.

En avril 1929, il institua un prix « pour aider et encourager les indigènes, en vue de leur faire produire, dans leur idiome, des œuvres qui dureront et dont ils pourront être fiers ». L'expérience se poursuivit jusqu'en 1950, quand l'Institut estima que « le but original était atteint », les Literature Bureaux aussi bien en Afrique occidentale (West African Literature Bureau) qu'en Afrique orientale (East African Literature Bureau) étant à même de satisfaire désormais les besoins d'ouvrages en « littérature vernaculaire ».

En réalité, la Conférence des Églises américaines sur les affaires africaines avait recommandé, en 1942 avec l'accord de l'IAI, de donner la

3. V. Foutchantse, 1967, p. 143.

priorité à la création d'une littérature chrétienne en langues africaines. Et l'IAI institua, en 1950, le prix Margaret-Wrong, du nom de la secrétaire du Comité international de la littérature chrétienne pour l'Afrique qui joua « un rôle éminent pour le développement spirituel et culturel de l'Afrique pendant les vingt dernières années de sa vie » et qui mourut le 11 avril 1948 en Ouganda.

Désormais, « les ouvrages écrits en langues africaines ou en arabe » ne pouvaient être primés qu'après leur publication en afrikaans, français, anglais ou portugais. Ainsi le nouveau prix ne devait encourager que la littérature « en langues européennes ».

Cette évolution montre clairement quel projet colonial servait de toile de fond à l'entreprise. L'IAI s'était créé pour regrouper des savants africanistes isolés et coordonner les activités avant tout orientées vers l'action coloniale et destinées à préparer les transformations à venir et à gérer « l'évolution des Africains » dans la civilisation occidentale. Ce n'était pas une institution philanthropique de recherche scientifique sur l'Afrique et à son profit. Le projet de « manuels scolaires africains » conçu par l'IAI stipule : « Destinés à initier les étudiants à la civilisation et à la pensée occidentales, ils [les manuels] traiteront surtout de sujets en rapport avec la vie européenne, mais montreront aussi comment l'Afrique et ses habitants peuvent être l'objet de sérieuses études, notamment en ce qui touche l'histoire, la géographie, l'histoire naturelle, la vie sociale et la religion. Enfin, il devient de plus en plus nécessaire de mettre à la disposition des Africains instruits des livres bien faits, écrits dans des langues européennes, leur influence devant être décisive sur la formation de futurs chefs⁴. »

Il importe cependant de signaler l'œuvre des savants et des missionnaires qui, à l'appel de l'IAI ou de leur propre mouvement, élaborèrent, en langues européennes, des ouvrages de référence (dictionnaires, grammaires, etc.) et des travaux pédagogiques d'un haut niveau scientifique pour la compréhension des langues et des cultures de l'Afrique. Des administrateurs, missionnaires, des spécialistes de tous bords (ethnologues, géographes, naturalistes, musicologues, éducateurs, officiers, etc.), des humanistes et de simples amateurs éclairés, hommes et femmes, souvent en ignorant ou en bravant les interdictions et instructions de l'administration coloniale, firent la collecte, la transcription, dans l'alphabet de l'IAI ou dans une écriture à leur gré, et la traduction en langues européennes d'œuvres historiques, scientifiques, littéraires, etc., du patrimoine culturel africain. Publiés dans des revues de l'époque comme le *Bulletin du Comité d'études historiques et scientifiques de l'AOF* (devenu *Bulletin de l'Institut français d'Afrique noire*) ou sous forme d'ouvrages, leurs travaux, replacés dans leur contexte, restent encore utiles aujourd'hui. C'est grâce à leur action et à celle de leurs « informateurs » et autres collaborateurs autochtones que toute une presse et toute une littérature vivante d'écriture latine (surtout selon l'alphabet de l'IAI) et d'expression yoruba, ibo, ewe, hawsa, akan (twi-fanti), duala, swahili ont vu le jour, notamment au Nigéria, au Ghana, au Togo, au Cameroun et en Tanzanie.

4. Voir V. Foutchantse, 1967, p. 143.



18.1. Répartition des langues officielles en Afrique.

[Source: D'après *The World Almanac and Book of Facts*, World Almanac of Book and Facts, New York, 1991. © Pharos Books, 1990.]

Esquisse d'une nouvelle politique linguistique et culturelle: 1960-1982

Pourtant et malgré ces activités importantes d'institutions privées et d'hommes de bonne volonté, rien de décisif n'avait été accompli, sous le régime colonial, pour la promotion des langues et cultures africaines.

Le temps des réticences et des tâtonnements

L'année 1960, qui fut celle de l'indépendance pour de nombreux pays d'Afrique, aurait pu être l'occasion d'établir un bilan critique et lucide de l'expérience coloniale, de recenser les problèmes et de déterminer les principes et les lignes directrices d'une orientation nouvelle en matière de langue, de culture et d'éducation nationales. À de rares exceptions près, on se contenta malheureusement de valider, souvent sans retouches, les pratiques des puissances coloniales. Nombre de nouveaux États, en effet, ne considéraient même pas le domaine culturel comme prioritaire. Il ne l'était pas; et on l'abandonna presque à la générosité de la coopération avec les pays étrangers et les organisations internationales.

Ce ne fut que progressivement, grâce à l'insistance et à l'action de sensibilisation d'universitaires, de fondations et d'institutions privées de nombreux pays d'Europe et d'Amérique, à la pression conjuguée de sociétés savantes régionales et sous-régionales (réunies en congrès, en séminaires ou en colloques) et à la revendication vigoureuse de mouvements de jeunes et d'étudiants, d'organisations de femmes, de travailleurs, que les dirigeants des États postcoloniaux acceptèrent de reconnaître la nécessité d'élaborer des programmes d'éducation prenant les langues africaines comme bases. Encore fallut-il avancer avec une prudence extrême, sans heurter, en tout cas, les anciennes puissances coloniales et les cadres nationaux acculturés qui ne reconnaissaient aucune valeur aux « langues vernaculaires ». Même des dirigeants politiques aussi clairvoyants que Kwame Nkrumah, président du Ghana, avaient des réticences à promouvoir ces langues qu'ils estimaient « si nombreuses et arriérées » et qui pouvaient compromettre la construction nationale des nouveaux États en divisant inutilement les Africains à l'heure où ils devaient s'unir. De tels dirigeants politiques ne voyaient pas encore les Africains parler et se faire comprendre autrement qu'en français, en anglais et en arabe!

Le temps des ruptures

Pour toutes ces raisons, on ne reconnut d'abord aux langues africaines qu'un domaine géographiquement, socialement et culturellement limité: la campagne, les adultes, la tradition orale.

Pourtant, l'enjeu était de taille, car il ne s'agissait ni plus ni moins que de l'accès des populations africaines aussi bien à l'éducation et à la culture qu'à l'exercice du pouvoir politique et économique.

Avoir trouvé et déclaré qu'« en Afrique, tout vieillard qui meurt est une bibliothèque qui brûle » émut et impressionna favorablement les décideurs

internationaux qui affectèrent des moyens importants aux recherches sur les traditions orales et les cultures africaines.

Entre 1962 et 1964, de nombreux départements de linguistique et des centres de recherche et d'études africaines firent leur apparition dans les jeunes universités du continent; une presse linguistique de qualité (journaux et revues) vit le jour et se développa rapidement, notamment dans les universités de Sierra Leone, de Tanzanie, d'Addis-Abeba, d'Ibadan, etc.

À la même époque, au congrès de l'Association des orientalistes tenu à Moscou en 1960, l'africanisme s'extirpa de l'orientalisme, situant délibérément l'Afrique ailleurs que dans l'Orient des Européens ou que dans l'Occident des Orientaux. Ainsi naquit, avec l'aide de l'UNESCO, le Congrès international des africanistes (Accra, 1960) notamment sous l'impulsion de la Société africaine de culture (Alioune Diop) et de l'Université d'Ibadan (Onwuka Dike).

Encouragée à ses débuts par des savants américain et soviétique de renommée mondiale (Melville Herskovits et Ivan Posteshkin), la nouvelle institution contribua à promouvoir les études africaines et à «favoriser, chez les Africains, une prise de conscience profonde de leurs cultures propres».

Poursuivant et développant son action dans le cadre du Programme mondial de lutte contre l'analphabétisme, l'UNESCO se prononça, en 1962, pour l'éducation des adultes en langues africaines et promit d'accorder son aide aux États de la région qui en feraient la demande.

Cette décision amorça la reconnaissance de ces langues et leur introduction dans le secteur moderne du système éducatif des États africains.

Les besoins et les réalités

Les langues africaines acquièrent leurs titres de noblesse et les vocables méprisants de «dialectes», «langues tribales», «langues vernaculaires», etc., autrefois employés sans discernement à leur propos, disparurent peu à peu du vocabulaire des spécialistes, ne resurgissant plus que de temps à autre sous la plume imprudente ou dans l'expression rebelle de quelques étourdis.

On s'aperçut alors que nombre d'études réputées savantes et de documents pédagogiques disponibles sur les langues africaines avaient été élaborés par des amateurs ou des autodidactes sans formation linguistique suffisante, qu'un descriptivisme primaire et pratiqué à des fins utilitaires immédiates, la philologie, la phonétique et la grammaire trop proches du modèle des langues européennes, un comparatisme brumeux et aprioriste prédominaient; et que peu de ces travaux, pourtant postérieurs à la naissance contemporaine de la science du langage, avaient profité des découvertes saussuriennes et structuralistes.

Aussi fallut-il tout reprendre, avec l'aide de consultants, de chercheurs et d'enseignants africains et étrangers; il fallut sensibiliser les universitaires et chercheurs africains aux problèmes linguistiques et leur faire accorder des bourses de formation aux États-Unis, en Europe occidentale et en Union soviétique.

L'action de l'UNESCO

Une fois l'orientation générale et les options de principe clairement définies par les États, l'aide de l'UNESCO permit, grâce à des consultations de spé-

cialistes et à des réunions régionales et sous-régionales d'experts, d'identifier les difficultés méthodologiques et techniques et d'en indiquer les solutions, d'élaborer des programmes opérationnels pour un ensemble de pays et de langues et de contribuer à former et à équiper les cadres nationaux appelés à en superviser l'exécution⁵.

Le tableau 18.1, extrait d'une publication de l'UNESCO, décrit la complexité de cette tâche.

L'action de l'UNESCO se systématisa peu à peu et permit d'obtenir des résultats décisifs en matière de collecte des traditions orales et de promotion des langues qui véhiculent ces traditions.

Parmi les grands jalons de cette action, on ne peut s'empêcher de mentionner: l'adoption du Projet de rédaction d'une *Histoire générale de l'Afrique* (1964); l'organisation de la Conférence linguistique de Bamako (1966) qui établit la transcription uniformisée de certaines langues véhiculaires de l'Ouest africain; la définition d'un Plan régional coordonné de recherches sur les traditions orales (1968); l'aide à la publication de textes littéraires et initiatiques de grande valeur culturelle comme *Kaidara* (1968); l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre du Plan décennal pour l'étude systématique de la tradition orale et la promotion des langues africaines comme véhicules de culture et instruments de l'éducation permanente (1972); la contribution à la mise en place, à l'équipement et au fonctionnement non seulement du Centre Ahmed Baba de Tombouctou (pour les manuscrits arabes et *ajami* du Sahel et du Soudan occidental), mais encore des centres sous-régionaux de recherche sur la tradition orale et les langues africaines tels le CELHTO (Centre d'études linguistiques et historiques par tradition orale) à Niamey pour l'Afrique occidentale, le CERDOTOLA (Centre régional de documentation sur les traditions orales et les langues africaines) à Yaoundé pour l'Afrique centrale et l'EACROTANAL (Eastern African Centre for Research on Oral Traditions and African National Languages) à Zanzibar pour l'Afrique orientale et centrale.

Chacune des institutions du Plan décennal ainsi mises en place avec l'aide internationale coordonne les activités de recherche d'intérêt sous-régional, assure des publications d'ouvrages scientifiques de niveau universitaire, aussi bien dans les langues africaines de la sous-région que sur ces langues. Certaines, comme le Centre de Niamey, ont même créé une revue (*Cahiers du CELHTO*) et des collections bilingues (langue africaine/langue européenne) de grands textes historiques, littéraires ou philosophiques.

Par l'organisation de réunions périodiques d'experts, l'UNESCO encourage par ailleurs des rencontres et des confrontations scientifiques d'idées entre spécialistes d'Afrique et du reste du monde travaillant sur les langues, les cultures et les études africaines⁶.

Elle a fait entreprendre la traduction de l'*Histoire générale de l'Afrique* dans certaines langues véhiculaires de la région (arabe, swahili, hawsa, fulfulde)

5. Pour une analyse détaillée de cette action de l'UNESCO, voir A. I. Sow, 1977.

6. La réunion de Bamako (1979), sur l'utilisation des langues africaines régionales ou sous-régionales, celle de Conakry (1981), sur la définition d'une stratégie relative à la promotion des langues africaines, en sont des exemples.

ainsi que l'élaboration, au seuil des années 80, de dictionnaires généraux et culturels des langues swahili, yoruba, fulfulde, etc.

Les études africaines hors d'Afrique

L'un des résultats majeurs de la décolonisation reste certainement le développement considérable des études africaines hors d'Afrique, non seulement dans les universités des anciennes métropoles coloniales où elles prirent un nouveau départ, mais également et surtout dans de nombreux pays de l'Europe orientale et septentrionale, dans les Amériques et en Asie.

Sous l'impulsion irrésistible des communautés afro-américaines du Nord, du Centre et du Sud, et à la suite de l'émergence d'un puissant courant d'intérêt pour les « affaires africaines », nombre d'universités des États-Unis, des Caraïbes et du Brésil créèrent des centres d'études africaines et instituèrent des enseignements sur l'Afrique d'hier et d'aujourd'hui, ses langues et littératures, ses cultures, etc.

Les études arabes, swahili, yoruba et hawsa, pour ne citer qu'elles, se sont considérablement développées en Amérique du Nord. Et ce fut profondément émouvant pour des paysans de l'Afrique d'aujourd'hui que d'accueillir chez eux des voyageurs ou de jeunes coopérants américains du Peace Corps, ou des chercheurs japonais, européens, qui leur parlent fulfulde, swahili, yoruba, wolof, hawsa, ou autre, comme s'ils avaient depuis toujours habité le village voisin !

L'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), créée à l'origine pour défendre et développer la langue et la culture françaises dans le monde, finança des recherches et des travaux significatifs sur des langues et littératures africaines. Elle fit élaborer et publier des ouvrages bilingues visant à les promouvoir et à faciliter leur diffusion dans le monde entier.

L'engouement pour l'Afrique, ses langues et ses cultures fut tel qu'il réussit à susciter des vocations parmi les universitaires et cadres intellectuels africains eux-mêmes, en même temps qu'il encouragea les États à leur accorder plus d'intérêt, à leur affecter plus de moyens et à développer davantage les enseignements et la recherche de niveau supérieur qui leur étaient consacrés.

De quoi demain sera-t-il fait ?

Au total, l'accession des peuples d'Afrique à la « souveraineté internationale » leur ouvrit bien des horizons et des perspectives. Cependant, l'aide extérieure accordée de tous côtés à leurs pays respectifs ne contribua pas toujours à accroître leurs moyens de résistance culturelle à la domination étrangère. En effet, les clivages et pesanteurs propres à leur passé récent de peuples colonisés, les atteroiements et l'inexpérience de leurs gouvernants, l'atomisation de leurs initiatives, l'éparpillement et le gaspillage de leurs ressources et de leurs efforts nationaux ne leur permirent guère d'envisager la situation dans son ensemble, de définir une problématique, une stratégie et un programme opérationnel susceptibles de guider plus sûrement leur marche vers l'unité et la libération souhaitée.

Tableau 18.1. Répartition par pays des principales langues nationales africaines. Le tableau présente les situations et les politiques linguistiques dans 46 États indépendants d'Afrique, les pays du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie) et du Mashrek (Égypte et Libye) exceptés où l'arabe est la langue officielle.

Pays	Population (millions)	Nbre de langues	Langues dominantes	Locuteurs (millions ou %)	Extension géographique	Autres pays où la langue est parlée	Statut ^a	Utilisations ^b	Niveau de la recherche ^c	Institutions chargées de la recherche
Angola	7	11	umbundu	1,5	Centre		N	RTL	2	Institut national des langues (INL) : langues africaines, Centre d'investigation pédagogique (CIP) du Ministère de l'éducation : le portugais
			kimbundu	1	Nord + Centre		N	RTL	2	
			kikongo	0,5	Nord	Congo, Zaïre	N	RTL	2	
			lunda-kioko	0,4	Ouest	Zaïre, Zambie	N	RTL	1	
			ngangela	0,35	Sud-Est		N	RTL	1	
			nyaneka-humbe portugais	0,2	Sud-Ouest Partout		N O	RTL Aa(E _{1,2,3})PRTL	1 3	
Bénin	3,5	52	bariba	0,35	Nord-Est	Nigéria	N	aRT	2	Commission nationale de linguistique, Direction de l'alphabétisation et de la presse rurale, Département des études linguistiques et de tradition orale, Université nationale du Bénin
			fon	0,5	Sud + Centre		N	aRT	2	
			yoruba	0,35	Sud-Est + Centre	Nigéria, Togo	N	aRT	4	
			yom		Nord-Ouest		N	aR	1	
			ditammarie français		Nord-Ouest Partout		N O	aR A(E _{1,2,3})PRTL	2	
Botswana	1	± 9	setswana	90 %		Afrique du Sud, Namibie, Bophutatswana	NO	Aa(E _{1,2m})PRL	3	National Language Committee, National Institute for Research, Université du Botswana
			anglais		Partout		N	Aa(E _{1,2,3m})PRL	4	
Burkina Faso	7	60	moore	48 %	Centre (partout)	Côte d'Ivoire, Ghana	N	a(E _{0,3m})PRTL	3	Direction générale de la recherche scientifique et technologique (DGRST), Institut national pour l'alphabétisation et la formation des adultes (INAFSA), Commission nationale des langues voltaïques (CNLV)
			joola		Ouest (partout)	Mali, Niger, Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal	N	a(E _{0,3m})PRTL	3	
			fulfulde	10,4 %	Nord	Niger, Mali, Guinée, Sénégal, Mauritanie	N	a(E ₀)PRTL	3	

			dagari-lobi	7 %	Sud-Ouest	Ghana	N	aRL	2	Université de Ouagadougou, DEPFD	
			bobo-bwamu	6,7 %	Ouest	Mali	N	aRL	2		
			senoufo	5,5 %	Sud-Ouest	Côte d'Ivoire, Mali, Niger	N	R	1		
			gourounsi	5,3 %	Centre + Sud	Ghana	N	aPRL	2		
			bisa	4,7 %	Sud		N	aRL	1		
			gulmancema	4,5 %	Est	Bénin, Togo, Niger	N	aPRL	2		
			français	7,5 %	Partout		N	Aa(E _{1,2,3})PRTL	4		
Burundi	4,2	1	kirundi	4,2	Partout	Rwanda, Tanzanie, Ouganda, Zaïre	NO	Aa(E _{1,2m,3m})PRL	3		ALLR, ARFA, COO, CEPK, DLLA, CCB
			kiswahili	10 %		Tanzanie, Kenya, Ouganda, Zaïre, etc.		(E3m)R			
			français		Partout		O	A(E _{1,2,3})PRL	4		
Cameroun	8	237	arabe (choa)		Extrême-Nord	Tchad		R	1	CREA, Département des langues africaines et linguistique, Faculté de lettres, SIL, CERDOTOLA	
			bamum		Ouest			aRL	2		
			basaa		Centre et littoral			aPRL	3		
			beti-fang		Centre + Sud	Guinée équatoriale, Gabon, Congo		aPRL	3		
			duala		Littoral			a ₀ RL	3		
			ejagham		Nord-Ouest	Nigéria		a ₀ RL	3		
			fe'fe'		Ouest			a(E _{0,1})L	2		
			fulfulde		Extrême-Nord, Nord et Adamawa	Sénégal, Soudan		RL	3		
			gbaya		Est	République centrafricaine		RL	3		
			ghomala		Ouest			aRL	3		
			hawsa		Extrême-Nord, Nord	Nigéria, Niger			4		
			lamnso		Nord-Ouest			a ₀ RL	2		
			mafa		Extrême-Nord			a	2		
			medumba		Ouest			aRL	2		
			mungaka		Ouest			aRL	2		
			meka		Est			R	1		
			ngyemboong		Ouest			aRL	2		

Pays	Population (millions)	Nbre de langues	Langues dominantes	Locuteurs (millions ou %)	Extension géographique	Autres pays où la langue est parlée	Statut ^a	Utilisations ^b	Niveau de la recherche ^c	Institutions chargées de la recherche			
Cameroun			vute	20 %	Centre Ouest Littoral, Sud-Ouest, Ouest, Nord-Ouest			a	3				
			yemba					RL	3				
			pidgin-english										
			anglais français					O	Aa(E _{1,2,3})PRL				
							O	Aa(E _{1,2,3})PRL					
Cap-Vert	0,3	2	créole portugais		Partout	São Tomé, Guinée-Bissau			2				
			portugais						O		Aa(E _{1,2,3})PRL	4	
Comores	0,34	3	arabe		Partout	Somalie, Soudan, etc. Tanzanie, Kenya, etc.			O	Aa(E _{1,2,3})PRL	3		
			kiswahili						N		3		
			français						O	Aa(E _{1,2,3})PRL	4		
Congo	1,4	15	kikongo	75 %	Sud Nord Partout	Angola, Zaïre Zaïre			N	RTL	3		
			lingala						N	RT	3		
			français						O	Aa(E _{1,2,3})PRTL	4		
Côte d'Ivoire	7,3	60	baoule	1,8 1,5	Centre Nord-Ouest	Ghana, Togo Mali, Guinée, Burkina Faso			RT	2	ILA, IES, ILENA, IHAAA, CERAV, GRIO, SIL		
			joola						RT	2			
			bete						0,9	Centre-Ouest		RT	2
			senoufo						0,8	Nord-Centre		RT	1
			yakouba (dan)						0,35	Ouest		RT	1
			français							Partout		O	A(E _{1,2,3})PRTL
Djibouti	0,25	3	afar	31 % 5,4 % 36 %	Partout	Soudan, Somalie, etc. Somalie			RT				
			arabe						O	RT		3	
			somali						RT				
			français						O	A(E _{1,2})PRTL		4	
Éthiopie	30	70	amharique	60-65 % 27 %	Partout	Kenya			N	Aa(E _{1,2m,3m})PRTL	3		
			oromo						aPR		Ethiopian Languages Academy, Institute of Lang. Studies,		

			tigrinya	14 %			aPR	1	Université d'Addis-Abeba, Curriculum
			anglais				(E _{1m,2,3})PRTL	4	Development Division, Ministère de l'éducation
Gabon	1	42	fang	35 %	Nord-Ouest	Cameroun		2	ORSTOM, IRSH
			myene		Ouest			1	
			français		Partout		O Aa(E _{1,2,3})PRTL	4	
Gambie	0,6	?	mandinka	42 %		Côte d'Ivoire,	a _{0,1} R	3	Sénégal, Mali
			(malinke)			Guinée, Guinée-	a _{0,1} R	3	Bissau, Sénégal,
			pular (pulaar,	18 %		Mali, etc.			
			fulfulde)			Sénégal, Mauritanie	a _{0,1} R	3	
			wolof	16 %		Côte d'Ivoire,	R		
			joola	9,5 %		Guinée-Bissau			
			soninke	8,7 %	Partout	Mali	R	2	
			anglais				O Aa(E _{1,2,3})PRL	4	
Ghana	11	46	akan	6	Centre-Sud	Côte d'Ivoire	N a(E _{1,2m,3m})PRTL	4	Bureau of Ghana Languages, Curriculum
			ewe	2	Sud-Est	Togo, Bénin	N a(E _{1,2m,3m})RTL	3	Research and Development Division,
			ga	1	Région d'Accra		N a(E _{1,2m,3m})RTL	3	School of Ghana Languages, Université
			dangme	1,5	Sud-Est		N a(E _{1,2m,3m})L	2	du Ghana, Université de Cape-Coast,
			dagare	0,3	Nord-Ouest	Burkina Faso	N a(E _{1,2m,3m})L	1	Ghana Institute of Linguistics
			gonja	0,02-3	Nord-Centre		N a(E _{1,2m,3m})L	1	
			kasem		Nord		N a(E _{1,2m,3m})L	2	
			dagbani	0,35	Nord-Est		N a(E _{1,2m,3m})RTL	1	
			nzema		Sud-Ouest	Côte d'Ivoire	N a(E _{1,2m,3m})RL	2	
			hawsa		Nord	Niger, Nigéria, etc.	RL	3	
			anglais		Partout		O A(E _{1,2,3})PRTL	4	
Guinée	6,6	21	fulfulde	2,4	Moyenne-Guinée	Mali, Sénégal,	N Aa(E _{1,2m,3m})PRTL	2	Académie des langues, SNA, IPN, Chaire de linguistique
						Cameroun, Niger, etc.			
			mandinka	1,7	Haute-Guinée	Mali, Gambie,	N Aa(E _{1,2m,3m})PRTL	2	
			(Est)			Burkina Faso			
			soso	1,3	Basse-Guinée	Sierra Leone	N Aa(E _{1,2m,3m})PRTL	2	
					(Ouest)				
			kissi			Sierra Leone	N a(E _{1,2m,3m})R	2	
			kpelle			Libéria	N a(E _{1,2m,3m})R	2	

Pays	Population (millions)	Nbre de langues	Langues dominantes	Locuteurs (millions ou %)	Extension géographique	Autres pays où la langue est parlée	Statut ^a	Utilisations ^b	Niveau de la recherche ^c	Institutions chargées de la recherche
Guinée			loma		Partout		N	a(E _{1,2m,3m})R	2	
			konyagi				N	a(E _{1,2m,3m})R	2	
			basari				N	a(E _{1,2m,3m})R	2	
			français				O	A(E _{1,2,3})PRTL	4	
Guinée-Bissau	0,3	?	balata	30 %	Partout	Guinée, Sénégal, etc.				
			pular (fulfulde)	21 %						
			manjaku	14 %						
			manding	12 %						
			crioulo portugais				O	R A(E _{1,2,3})PRL	4	
Guinée équatoriale	0,3	?	espagnol		Partout		O	A(E _{1,2})PRL	4	
Kenya	14	40	gikuyu	20 %	Partout	Ouganda				Université de Nairobi
			dholuo (luo)	14 %						
			luluya	13 %						
			kikamba	11 %						
			kalenjin	11 %						
			ekegusi	6,5 %						
			kimeru	5 %						
			kiswahili	65 %						
			anglais	16 %	Partout		O	Aa(E _{1,2,3})PRTL	4	
Lesotho	1,3		scsotho	99 %	Partout	Botswana, Afrique du Sud	O	A(E _{1,2m,3m})PRL	3	
			anglais		Partout		O	Aa(E _{1,2,3})PRL	4	
Libéria	1,8	25	kpelle (guerze)	23 %		Guinée			1	
			grebo (kru)	22 %						
			baso (bassa)	16 %						

			loma	6,6 %			PRT		
			gio	6,1 %			RT		
			mano	4,6 %			RT		
			gola	4,7 %			RT		
			anglais	40 %	Partout		O	A(E _{1,2,3})PRTL	4
Madagascar	3	1	malagasy	3	Partout		O	Aa(E _{1,2m,3m})PRTL	4
			français		Partout		O	A(E _{1m,2,3})PRTL	4
									Institut de linguistique appliquée (ILA), Département de langue et littérature malgache, Académie malgache
Malawi	5,6		chichewa (chinyanja)	80 %	Partout	Mozambique, Zambie, Zimbabwe	N	Aa(E _{1m,2m,3m})PR	3
			ilomwe	15 %					
			ciyao	19 %		Tanzanie, Mozambique			
			citumbuka	9 %					
			chisena		(commun)				
			chitonga		(commun)				
			anglais	6 %	Partout		O	A(E _{1,2,3})PRL	4
Mali	6	12	bamana (mandingue)	80 %	Sud + Centre	Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Burkina Faso	N	a(E _{0,m})*PRTL	3
									DNAFLA
			fulfulde	12 %	Ouest-Centre	Pays d'Afrique de l'Ouest	N	a(E _{0,m})*PRL	3
									ISH
			soninke	11 %	Ouest	Gambie	N	aR	2
			senoufo	9,2 %	Sud	Côte d'Ivoire, Burkina Faso	N	R	2
			songhay	6,4 %	Est	Niger, Bénin, Burkina Faso	N	a(E _{0,m})*R	1
			tamasheq		Nord, Est	Niger, Algérie, Libye	N	a(E _{0,m})*R	1
			français		Partout		O	A(E _{1,2,3})PRTL	4
Maurice	0,9		créole	94 %	Partout	Réunion, Seychelles		PRT	2
			hindustani	50 %			N	(E _{1m,2m,3m})PRT	

* NB : le bamanan, le fulfulde, le songhay et le tamasheq sont utilisés à la fois comme matière et véhicule de l'enseignement dans les classes expérimentales.

Pays	Population (millions)	Nbre de langues	Langues dominantes	Locuteurs (millions ou %)	Extension géographique	Autres pays où la langue est parlée	Statut ^a	Utilisations ^b	Niveau de la recherche ^c	Institutions chargées de la recherche
Maurice			tamil	3,5 %	Partout			(E _{1m})PR	1	
			telegu	2,1 %				(E _{1m})R	1	
			français	24 %				(E _{1m,2m,3m})PRTL	4	
			anglais	2,8 %				A(E _{1,2,3})PRTL	4	
Mauritanie	1,8	7	hassaniya (arabe)	80 %	Nord	Pays arabes	NO	Aa(E _{1,2,3})PRTL	4	Institut pédagogique national (IPN), Institut de langues nationales (ILN), Institut mauritanien de recherche scientifique (IMRS), Université nationale, École normale supérieure (ENS)
			wolof	3 %	Sud-Ouest	Sénégal, Gambie	N	a(E ₀)R	3	
			fulfulde (pular)	7 %	Centre-Sud, Sud-Est	Mali, Sénégal, etc.	N	a(E ₀)R	3	
			soninke	6 %	Sud, Sud-Est	Mali, Côte d'Ivoire,	N	a(E ₀)R	3	
			français		Partout	Burkina Faso, Sénégal	O	A(E _{1,2,3})PRTL	4	
Mozambique	9,4		imakwa (ilomwe)	38 %	Partout	Malawi		R		
			shitsonga	24 %		Zimbabwe, Afrique du Sud		R		
			cisena (cipodzo)	10 %				R		
			shona	10 %		Zimbabwe		R		
			kiswahili	6,4 %		Tanzanie, Kenya, etc.		R		
			chichewa	1,2 %		Malawi, Zambie		R		
			shichopi	4,5 %				R		
			ciyao	2,2 %				R		
			cimakonde	1,3 %				R		
			portugais					O	A(E _{1,2,3})PRL	
Niger	5,2	8	hawsa	1,8	Centre-Sud	Nigéria, Tchad, etc.	N	a(E _{0,3m})PRTL	3	CELHTO
			songhay (zarma)	0,9	Ouest	Mali, Bénin	N	a(E _{0,3m})PRTL	2	
			fulfulde (pular)	0,6	Partout	Mali, Sénégal, etc.	N	a(E _{0,3m})PRTL	3	
			tamasheq (touareg)	0,5	Nord	Mali, Algérie, etc.	N	a(E _{0,3m})PRTL	1	
			kanouri	0,3	Est	Nigéria, Cameroun, Tchad	N	a(E _{0,3m})PRTL	1	
			français	10 %	Partout		O	Aa(E _{1,2,3})PRTL	4	

Nigéria	80	394 ?	hawsa	32 %	Nord	Niger, Ghana, Tchad, Cameroun, etc.	NO	Aa(E _{1,2m,3m})PRTL	4	Université Ahmadu-Bello, Zaria, Université de Sokoto, Université de Maiduguri (+ kanuri, fulfulde), Université d'Ibadan, Université d'Ife, Université Bayero, Kano (+ fulfulde, kanuri) ; National Education Research Council, Lagos ; diverses associations académiques
			yoruba	25 %	Ouest	Bénin, Togo	NO	Aa(E _{1,2m,3m})PRTL	4	Yoruba Association, Ibadan
			igbo	22 %	Est		NO	Aa(E _{1,2m,3m})PRTL	4	Université d'Ife, Lagos
			fulfulde (ful, fula)	8,6 %		Cameroun, Niger, Guinée, etc.	N	a(E _{1,3m})PRL	3	(voir ci-dessus)
			efik/ibibio	5,3 %			N	a(E _{1,2m,3m})PRTL	2	
			kanuri	4,1 %		Niger, Tchad	N	a(E _{1,3m})PRTL	3	(voir ci-dessus)
			tiv	2,5 %			N	a(E _{1,3m})RT	2	
			ijo	2,0 %			N	a(E _{1,3m})RT	2	
			edo	1,7 %			N	a(E _{1,3m})PRT	2	
			nupe	1,2 %			N	a(E _{1,3m})RT	1	
			igala	1,0 %			N	a(E _{1,3m})RT	1	
			idoma	0,9 %			N	a(E _{1,3m})RT	1	
			anglais	15 %	Partout		O	A(E _{1,2,3})PRTL	4	
Ouganda	12,4		luganda	39 %			N	Aa(E _{1,2m})PR	3	
			ateso (+ karimojong)	10 %			N	Aa(E _{1,2m})PR		
			runyankore (+ rukiga)	15 %			N	Aa(E _{1,2m})PR		
			rutooro	6,2 %			N	Aa(E _{1,2m})R		
			lwo (acholi + lango)	10 %			N	Aa(E _{1,2m})PR		
			lugbara	3 %			N	Aa(E _{1,2})PR		
			kiswahili	35 %		Tanzanie, Kenya, etc.	N	A(E _{1m,2m})PRL	4	
			anglais	71 %	Partout			A(E _{1m,2,3})PRTL		
République d'Afrique du Sud	31	10	xhosa		Sud	Lesotho, Zimbabwe	N	(E ₁)PR		
			zulu		Est	Botswana, Swaziland, Mozambique,	N	(E ₁)PR		
			sotho		Centre + Sud	Lesotho	N	(E ₁)PR		

Pays	Population (millions)	Nbre de langues	Langues dominantes	Locuteurs (millions ou %)	Extension géographique	Autres pays où la langue est parlée	Statut ^a	Utilisations ^b	Niveau de la recherche ^c	Institutions chargées de la recherche
			afrikaans		Partout		N	A(E _{1,2,3})PRTL	4	
			anglais					O	A(E _{1,2,3})PRTL	
République centrafricaine	2	44	sango français	2	Partout Partout	Tchad	N O	Aa(E ₀)PRT A(E _{1,2m,3m})PRTL	2	ILA, IREM, INEF, CERDOTOLA
Rwanda	5,3	1	kinyarwanda	100 %	Partout	Burundi, Tanzanie, Ouganda, Zaïre	NO	Aa(E _{1,2m,3m})PRL	4	INRS, MINEPRISEC (Bureau pédagogique), UNR
São Tomé-et-Principe	0,08		kiswahili français		Les villes Partout	<i>Idem</i>		(E _{2,3m})R A(E _{1m,2,3})PRL	1 4	
			créole portugais		Partout Partout			O	A(E _{1,2})PRL	
Sénégal	5,9	19	wolof	80 %	Partout Nord-Est, Sud	Gambie, Mauritanie Guinée, Mali, Gambie Burkina Faso, Niger, etc.	N N	a(E _{0,1})RTL a(E _{0,1})RTL	3 2	IFAN, CLAD, Faculté des lettres, Université
			fulfulde (pular)	21 %						
			sereer	13 %	Centre, Centre-Ouest	Gambie	N	a(E _{0,1})RTL	2	
			joola	7 %	Sud	Gambie	N	aRL	1	
			mandinka (malinke)	6 %	Sud, Est	Guinée-Bissau, Mali, Gambie	N	aRL	1	
			soninke	2 %	Est, Sud	Mali, Gambie, Mauritanie, Guinée	N	aRTL	1	
Seychelles	0,06		français	15 %	Centres urbains		O	Aa(E _{1,2,3})PRTL	4	
			créole français	100 %	Partout		O/N	PRL		
			anglais	15 % 35 %	Partout		O/N O/N	A(E _{1m,2m})PRL A(E _{1,2})PRL	4 4	
Sierra Leone	3,1	18	mende	31 %		Guinée, Libéria Guinée, Libéria	N N N N	Aa(E _{1,3m})PR		
			temne	30 %				Aa(E _{1,3m})PR		
			limba	8,4 %				R		
			kono	4,8 %				aR		

			fulfulde	3,1 %		Guinée, Niger, etc.	N	R		
			loko	3,0 %			N	R		
			kissi	2,2 %		Guinée	N	R		
			krio	1,9 %				R		
			anglais		Partout		O	Aa(E _{1,2,3})PRT	4	
Somalie	5,2		somali	98 %	Partout	Éthiopie, Kenya, Djibouti	NO	Aa(E _{1,2,3})PRTL	4	Somali Academy of Sciences and Art, Somali Language Department, Université nationale de Somalie, Curriculum Development Unit, National Adult Education Centre, Ministère de l'éducation
			kiswahili	0,6 %		Tanzanie, Kenya, etc.			4	
			arabe	75 %	Partout	Soudan, Émirats arabes unis, etc.	O	A(E _{1m,2m,3m})PR	4	
			italien	10 %				(E ₃)P		
			anglais	15 %				(E _{2m,3})P		
Soudan	17,8		arabe	50 %	Partout	Émirats arabes unis, Somalie, etc.	NO	Aa(E _{1,2,3})PRTL	4	
			dinka	10 %				(E _{1,3m})R		
			nuer	4,5 %				R		
			zande	2,1 %		Zaïre		(E ₁)R		
			moru	1,0 %				E ₁		
			anglais		Partout			(E _{1m,2,3})PRL	4	
Swaziland	0,53		siswati	91 %			N	a(E _{1m,2m})PRT	3	
			anglais		Partout		O	A(E _{1,2,3})PRTL	4	
Tanzanie	18	150	kiswahili	90 %	Partout	Kenya, Ouganda, Burundi, Rwanda, Zaïre, Mozambique, Malawi, Somalie, Zambie, Comores	NO	Aa(E _{1,2,3})PRTL	4	Département de kiswahili et de littérature, Institute of Kiswahili Research, Conseil national du kiswahili, Institut de kiswahili et de langues étrangères, EACROTANAL
			anglais	20 %	Partout		O	A(E _{1m,2,3})PRTL	4	
Tchad	5,5	250	sara	19 %	Sud	République centrafricaine		aR	2	INSH, INSE, SIL, Université CEL (Collège Ch.-Lwanga), Direction de la culture, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales (DCAPLN)
			arabe	60 %	Partout	Soudan, Niger, etc.	NO	Aa(E _{1,2,3})PRL	4	
			gorane (daza)		Centre, Nord	Niger, Libye		R		

Pays	Population (millions)	Nbre de langues	Langues dominantes	Locuteurs (millions ou %)	Extension géographique	Autres pays où la langue est parlée	Statut ^a	Utilisations ^b	Niveau de la recherche ^c	Institutions chargées de la recherche	
Tchad			maba	12 %	Est	Soudan	O	R	1		
			français		Partout			Aa(E _{1,2,3})PRL			
			fulfulde		Sud-Ouest	Cameroun, Niger, etc.		R			
			massa		Sud-Ouest	Cameroun		aR			
			känembu		Ouest-Nord	Nigéria, Niger		R			
			toubouri		Sud-Ouest	Cameroun		aR			1
			moundang		Sud-Ouest	Cameroun		aR			1
			zaghawa		Nord-Est	Soudan		R			
			tama		Est	Soudan					
			mimi		Est						
bidiye	Centre-Est										
dadjo	Est, Centre	Soudan									
boulala	Centre, Est, Ouest										
baguirmi	Sud-Ouest et Sud										
kotoko	Sud-Ouest	Cameroun									
mi-gama	Centre, Est		a1								
Togo	2,3	50	ewe	22 %	Sud	Bénin, Ghana	N	Aa(E _{1,2m})PRTL	4	Académie ewe, INRS, Centre d'études et de recherches de la Kara (CERK), Institut national des sciences éducatives (INSE), IPN, Département de linguistique de l'Université du Bénin	
Zaïre	30	220	kabye	13 %	Centre		N	Aa(E _{1,2m})PRT	3		
			français	35 %	Partout		O	A(E _{1,2,3})PRTL	4		
			kiswahili	39 %	Est, Nord, Sud-Est	Tanzanie, Kenya, etc.	N	A(E _{1,2,3m})PRTL	3	DLLA, CELTA, IRS, BUZATRA, ISP, Centre Nat., IPN, etc.	
			lingala	25 %	Nord, Nord-Ouest	Congo, République centrafricaine	N	A(E _{1,2,3m})PRTL	3		
Zaïre	30	220	ciluba	22 %	Centre-Sud		N	A(E _{1,2,3m})PRTL	3		
			kikongo	14 %	Ouest, Sud-Ouest	Congo, Angola	N	A(E _{1,2,3m})PRTL	3		

			français		Partout	O	A(E _{1,2,3m})PRTL	4	
			cinyanja (chichewa)	42 %		N	Aa(E _{1m,2m})PR	3	Malawi, Mozambique
			citonga	23 %		N	Aa(E _{1m,2m})PR		
			silozi	17 %		N	Aa(E _{1m,2m})PR		
			luvale	8 %		N	Aa(E _{1m,2m})PR		
			kikaonde	7 %		N	Aa(E _{1m,2m})PR		
			lunda	5 %		N	Aa(E _{1m,2m})PR		Angola
Zambie	5,1	40	icibemba	56 %		N	Aa(E _{1m,2m})PR	3	Zaïre
			cinyanja (chichewa)	42 %		N	Aa(E _{1m,2m})PR	3	Malawi, Mozambique
			citonga	23 %		N	Aa(E _{1m,2m})PR		
			silozi	17 %		N	Aa(E _{1m,2m})PR		
			luvale	8 %		N	Aa(E _{1m,2m})PR		
			kikaonde	7 %		N	Aa(E _{1m,2m})PR		
			lunda	5 %		N	Aa(E _{1m,2m})PR		Zaïre, Angola
			anglais	26 %	Partout	O	A(E _{1,2,3})PRTL	4	
Zimbabwe	7,5	8 +	shona			N	a(E ₁)RTL	3	Mozambique
			ndebele			N	a(E ₁)RTL	3	
			anglais		Partout	O	A(E _{1,2,3})PRTL	4	

a. Le statut des langues est celui tel que défini par un acte législatif ou réglementaire connu : N = langue nationale ; O = langue officielle.

b. Les différentes utilisations des langues dans le pays :

A = utilisation dans l'administration (nationale ou locale), y compris parlement, justice, armée et police, discours politiques, etc. ;

a = utilisation dans l'alphabétisation ;

E = utilisation dans l'enseignement public :

₀ = en classes expérimentales,

₁ = dans l'enseignement primaire,

₂ = dans l'enseignement secondaire,

₃ = dans l'enseignement supérieur et universitaire,

_m = comme matière ;

P = utilisation dans la presse écrite ;

T = utilisation à la télévision ;

R = utilisation dans la radiodiffusion ;

L = existence d'une littérature écrite dans la langue.

c. Le niveau de la recherche se traduisant par l'existence d'une documentation dans cette langue (descriptions scientifiques, textes) :

1 = documentation non suffisante et non satisfaisante ;

2 = documentation non suffisante et partiellement satisfaisante ;

3 = documentation satisfaisante mais en nombre limité ;

4 = documentation satisfaisante en qualité et en quantité.

[Source : UNESCO, 1985a.]

Certes, l'analyse critique et l'utilisation conséquente des conclusions pertinentes de certaines rencontres régionales ou mondiales comme la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles en Afrique (Accra, 1975) et la Conférence mondiale sur les politiques culturelles (Mexico, 1982), ou de réunions régionales d'experts comme celles que l'UNESCO organise périodiquement dans les capitales africaines soit sur les cultures, soit sur les langues et politiques linguistiques, auraient permis de renverser cette tendance en donnant aux dirigeants la vision globale et sereine qui leur fait encore défaut.

Mais, ce qui reste sûr, c'est que ces conclusions ne semblent pas avoir été assimilées et utilisées pour éclairer la pratique sinon la politique culturelle d'un quelconque État d'Afrique.

L'horizon 2000 et les grandes échéances

Dans les États de l'Afrique contemporaine, on ne semble guère se soucier de maîtriser la pratique écrite et orale des langues africaines et on ignore trop souvent les progrès accomplis, avec l'aide internationale, par les recherches linguistiques.

Or sans le développement prioritaire de ces langues, il ne peut y avoir, pour l'Afrique et les Africains, de développement économique endogène et de promotion socioculturelle dans des délais humainement raisonnables ou acceptables. Plus que jamais au seuil du troisième millénaire, le temps travaille contre les langues africaines.

De l'oralité à l'*orature*

À l'heure où l'on utilise à peine le magnétophone pour les enregistrer, où l'on bricole le clavier de la machine à écrire traditionnelle pour essayer de les écrire, il faut déjà se hâter d'assimiler et de sauter les étapes révolues de la minicassette, du disque microsillon et de la machine à écrire électrique, pour rejoindre le peloton des utilisateurs du vidéodisque et des machines de traitement de texte !

Arrivées avec beaucoup de retard au rendez-vous de la galaxie Gutenberg, les langues africaines, on le sait, sont encore loin de rattraper ce retard et de solder leurs comptes avec l'écriture.

Or les autres langues du monde, souvent saturées d'écriture, évoluent maintenant à grands pas vers l'oralité et l'image. Cette oralité n'est point, comme celle qui imprègne la communication par les langues africaines, une oralité artisanale où la voix humaine ne peut se faire de temps en temps relayer que par le langage tambouriné ; c'est au contraire une oralité d'un type nouveau, née de l'écriture et de l'industrie, une *orature* technique où la vidéo joue le rôle décisif.

Être performant ou périr

Les démographes estiment, si l'actuel rythme de croissance se poursuit, que la population africaine atteindra 850 millions en 2000, soit 14% de la population mondiale d'alors (contre 10,6% à la fin des années 80) et que, parmi ces Africains, 297,5 millions auront moins de quinze ans. Quelles langues parleront-ils alors, dans un continent où le taux d'urbanisation s'accélère?

Tout comme les cultures qu'elles recèlent et véhiculent, en effet, les langues africaines subissent aujourd'hui des mutations impitoyables dont certaines sont imputables à la domination sans partage des langues étrangères de communication mondiale et à leur utilisation dans tous les domaines de la vie quotidienne nationale.

Bien que l'échiquier linguistique mondial tende de nos jours vers la simplification excessive au profit de ces quelques langues universelles, tout se passe comme si les langues africaines, comme d'autres langues minoritaires, allaient résister et se maintenir.

Seulement, pour durer, elles devront évoluer; ce qui suppose, de la part des États, une vision globale plus claire des objectifs et des besoins, des programmes opérationnels cohérents et des moyens importants (humains, techniques, financiers) pour les mettre en œuvre. Cela signifie qu'il faudra, plus que jamais, dépasser le stade des improvisations et des hésitations, de l'expédient et du provisoire pour élaborer enfin une vraie politique linguistique.

Des commissions de terminologie tâcheront de faire l'inventaire des connaissances scientifiques et techniques accumulées par l'humanité tout entière et de les intégrer systématiquement aux langues africaines, en même temps que d'autres unités de recherche créeront sans retard et animeront toute une presse générale, spécialisée et populaire au service de ces langues.

Il paraît aujourd'hui indubitable que la révolution technique à laquelle nous assistons impose à cette fin de siècle la formation de grands ensembles géopolitiques et socioculturels, en même temps que le recours à la vitesse abolit les distances et désenclave jusqu'aux périphéries du monde grâce aux communications à technologie de pointe et de plus en plus performantes. Dans cette course vers l'universalité et la rapidité vertigineuse, l'amateurisme n'a plus sa place et l'Afrique est obligée, rien que pour rester souveraine sur son espace, d'amener les ordinateurs et les satellites à parler ses langues.

Est-ce trop demander à des économies néocolonisées et délabrées? L'éclatement des anciennes unités territoriales précoloniales et coloniales, cela va sans dire, a fait naître, dans l'Afrique actuelle, des États incapables de se gérer par eux-mêmes et souvent voués à la mendicité sur la scène internationale.

Au seuil du troisième millénaire, l'Afrique est confrontée à de nombreux enjeux de stratégie culturelle et linguistique. Bon an mal an, ses langues, pour l'essentiel, s'étaient jusque-là défendues avec un certain succès contre les graves périls que l'occupation coloniale faisait peser sur

elles. Mais il ne s'agira plus de protection pure et simple de connaissances au demeurant fragilisées par leurs propres conditions de conservation et modes de transmission.

Sous peine de se laisser occuper et définitivement submerger par des valeurs artificielles ou superficielles bien présentées et diffusées, l'Afrique devra assurer sa présence et sa performance dans le nouvel âge de l'électronique. Recueillies, analysées, réactualisées et communiquées par l'écrit aussi bien que par l'image et le son dès la fin de ce deuxième millénaire, les connaissances ancestrales des Africains permettront aux générations futures de se ressourcer et de maintenir les indispensables liens intimes avec leur passé.